



Assemblée générale

Distr. générale
7 octobre 1999
Français
Original : anglais et espagnol

Cinquante-quatrième session

Points 20, 35, 37, 76, 78, 84, 85, 99, 100, 107
108, 109, 114, 116 et 160 de l'ordre du jour

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours
en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies,
y compris l'assistance économique spéciale**

Assistance à l'action antimines

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

Désarmement général et complet

**Examen de l'application des recommandations et décisions
adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire**

**Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement
de la sécurité internationale**

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Développement durable et coopération économique internationale

Environnement et développement durable

Prévention du crime et justice pénale

Contrôle international des drogues

Promotion de la femme

Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Questions relatives aux droits de l'homme

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettre datée du 29 septembre 1999, adressée au Secrétaire général
par les Représentants permanents du Brésil, de la Finlande
et du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la «Déclaration de Rio de Janeiro», ainsi que le document intitulé «Actions prioritaires», qui ont été adoptés au premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des

Caraïbes et de l'Union européenne, qui s'est déroulé à Rio de Janeiro les 28 et 29 juin 1999 (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 35, 37, 76, 78, 84, 85, 99, 100, 107, 108, 109, 114, 116 et 160 de l'ordre du jour de la cinquante-quatrième session.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Brésil
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Gelson **Fonseca**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Manuel **Tello**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la Finlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Marjatta **Rasi**

Annexe

«Déclaration de Rio de Janeiro» et «Actions prioritaires», adoptées au premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne, tenu à Rio de Janeiro les 28 et 29 juin 1999

Nous, chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne, réunis à Rio de Janeiro les 28 et 29 juin 1999, avons décidé de progresser sur la voie de la consolidation d'un partenariat stratégique à caractère politique, économique, culturel, social et coopératif entre nos deux régions, qui contribue au développement de chacun de nos pays et permette d'accroître le niveau de bien-être social et économique de nos populations, en tirant profit des perspectives offertes par la mondialisation croissante, dans un esprit d'égalité, de respect, d'alliance et de coopération.

Nous reconnaissons que les actions prioritaires procèdent d'un attachement commun à la démocratie représentative, à l'État de droit, à la bonne gestion des affaires publiques, au pluralisme, à un développement social comportant une répartition plus équitable des richesses et des chances et à une intégration harmonieuse dans l'économie mondiale.

Nous avons donc décidé d'intensifier le dialogue entre les gouvernements à tous les niveaux et avec les organisations de la société civile afin que les objectifs de développement soient atteints et que l'État de droit soit affermi dans nos deux régions. Dans ce cadre, nous renforcerons les mécanismes qui garantissent le respect de la loi dans nos régions ainsi que la transparence et la responsabilité, tout particulièrement en ce qui concerne l'emploi des ressources publiques.

Nous avons par ailleurs décidé que le groupe birégional, au niveau des hauts fonctionnaires, institué par la Déclaration de Rio de Janeiro, assurera le suivi des actions énoncées dans le présent document.

Compte tenu de ce qui précède, ainsi que des principes et des engagements contenus dans la Déclaration de Rio de Janeiro, nous oeuvrerons en faveur des actions qui suivent.

Actions prioritaires

Dans le domaine politique

1. Promouvoir, dans les instances internationales, une coopération plus étroite et des échanges de vues en ce qui concerne des questions d'intérêt commun. Travailler conjointement à améliorer la capacité de l'Organisation des Nations Unies à remplir encore plus efficacement ses fonctions au cours du nouveau millénaire, dans le plein respect des buts et principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptées par les Nations Unies voilà 50 ans. Nous coordonnerons les efforts entrepris dans les deux régions pour faire en sorte que l'Assemblée du millénaire évolue de façon à renforcer l'Organisation.
2. Établir des programmes de coopération visant à renforcer la protection et la promotion des droits de l'homme, ainsi que des programmes de formation destinés à aider les agences et les institutions qui se consacrent aux droits de l'homme, par exemple celles qui s'occupent de protéger les droits des groupes les plus vulnérables de la société. Nous apportons notre soutien aux programmes d'apprentissage spécifiques visant à promouvoir des progrès tangibles dans ce domaine. De même, nous encouragerons les programmes de diffusion du droit humanitaire.

3. Établir et mettre en pratique des programmes conjoints et adopter des mesures nationales pour, d'une part, prévenir et lutter contre la xénophobie, les manifestations de racisme et les autres formes d'intolérance qui y sont liées et, d'autre part, promouvoir et protéger les droits des groupes les plus vulnérables de la société, en particulier les enfants, les jeunes, les personnes handicapées, les populations autochtones et les travailleurs migrants et leurs familles.
4. Adopter des programmes et des projets dans les 12 domaines prioritaires définis lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), grâce à des mécanismes de coopération financière et technique, après avoir déterminé des actions d'intérêt commun qui ont une incidence sur les deux régions. Il sera tenu compte de la question de l'égalité des sexes à la base de tous les programmes de coopération.
5. S'employer à moderniser les structures de chacun de nos États, en particulier en ce qui concerne les systèmes électoraux, l'administration de la justice, les systèmes fiscaux et les politiques budgétaires, en tant que mécanismes de répartition des richesses et des revenus générés par le développement économique. Nous encourageons le dialogue à cet égard.
6. Inviter les acteurs de la société civile à participer à la mise en oeuvre d'initiatives prises conjointement par l'Amérique latine et les Caraïbes et par l'Union européenne. Nous considérons donc que la coopération entre les pouvoirs publics et la société civile est positive et nous reconnaissons la pertinence des programmes de coopération décentralisés. Nous convenons de travailler en étroite coopération et d'échanger nos connaissances et notre expérience en ce qui concerne la réforme de la sécurité sociale.

Encourager les contacts parlementaires entre les deux régions

7. Se féliciter en particulier des activités menées dans diverses instances dans le contexte de la préparation du Sommet.
8. Rappeler le succès des conférences sur les mesures de confiance et de sécurité, insister sur la nécessité de poursuivre un dialogue régulier sur les questions de sécurité entre l'Union européenne et le Groupe de Rio.
9. Promouvoir la signature ou la ratification des instruments concernant le désarmement et l'interdiction de certaines armes particulièrement inhumaines, dont les conventions sur les armes chimiques et biologiques, le Traité de non-prolifération (TNP) et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT). Par ailleurs, soutenir les négociations actuellement en cours, en particulier dans le cadre de la Conférence sur le désarmement.
10. Saluer l'entrée en vigueur, le 1er mars 1999, de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, et souligner qu'il est important de la mettre en oeuvre intégralement et rapidement. Nous invitons tous les États à conjuguer leurs efforts pour parvenir à l'élimination totale des mines antipersonnel sur toute la planète et convenons d'accorder une haute priorité aux efforts réalisés pour pallier les souffrances et les destructions causées par l'utilisation de ces mines.
11. Continuer à assurer une coopération technique et financière dans le cadre de programmes d'action pour l'élimination des mines, en accordant une attention particulière aux pays d'Amérique centrale.
12. Souligner le fait que l'existence de conflits intérieurs alliée à la diffusion incontrôlée des armes de petit calibre pose un défi majeur à la communauté internationale. Dans ce contexte, nous nous félicitons de l'action commune de l'Union européenne relative à la

lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre, ainsi que de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes, et nous soulignons notre détermination à coopérer étroitement dans ce domaine.

13. Coopérer dans la lutte contre la criminalité organisée transnationale et les activités criminelles qui y sont liées, oeuvrer à l'élaboration d'instruments de lutte contre la corruption, et promouvoir activement l'application des conventions internationales en la matière, et intensifier la collaboration entre nos gouvernements.

14. Intensifier la coopération internationale pour lutter contre le terrorisme, sur la base des principes établis dans le cadre des Nations Unies. À cette fin, nous oeuvrerons ensemble pour progresser sur la voie de la signature et de la ratification des conventions et protocoles des Nations Unies et pour consolider le cadre juridique international en la matière, en soutenant la mise au point d'instruments concernant la lutte contre le terrorisme.

15. Appuyer des projets de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles, en particulier ceux qui contribuent à lutter contre la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion sociale, à modifier les modèles de production et de consommation et à encourager la conservation de la diversité biologique. Nous veillerons en particulier à encourager les secteurs susceptibles de créer des emplois productifs.

16. Réaffirmer notre volonté d'appliquer la Convention de Rio sur les changements climatiques, la diversité biologique et la désertification et de favoriser les actions visant à appliquer le plus rapidement possible le mécanisme pour un développement propre, prévu dans le Protocole de Kyoto. Nous sommes déterminés à coopérer et à échanger nos expériences dans le domaine de la préservation des forêts partout dans le monde, par une gestion économique rationnelle, conformément aux principes du développement durable. Il faudra suivre de près les projets visant à utiliser plus rationnellement l'énergie, à développer des sources d'énergie renouvelables et à résoudre les problèmes de la pollution industrielle et urbaine. En outre, nous sommes déterminés à échanger notre expérience en matière de perte de productivité des sols et de gestion des écosystèmes arides. Nous soulignons le bon déroulement de la coopération entre l'Union européenne et le Gouvernement brésilien dans la mise en oeuvre du programme pilote international de préservation des forêts tropicales humides au Brésil (PPG7), qui s'est avérée une alliance stratégique prometteuse. Nous insistons sur l'importance de l'éducation à la protection de l'environnement pour la mise en oeuvre du plan d'Action 21 et convenons de coopérer étroitement sur ces questions.

17. Mettre en pratique des programmes de coopération en matière de catastrophes écologiques ou naturelles en vue de contribuer à améliorer les capacités des pays les plus vulnérables des deux régions à prévenir ces catastrophes et à y faire face; instaurer un système adéquat qui leur permette de bénéficier d'une aide internationale dans les phases de prévention, d'alerte précoce, d'urgence, d'atténuation des effets de réhabilitation et de reconstruction. Cette coopération comprendra la constitution d'un annuaire des organisations nationales chargées de la protection civile, l'intégration d'un inventaire des ressources existantes servant aux secours en cas de catastrophe et l'élaboration d'un manuel de lignes directrices pour la coopération internationale en cas de catastrophe.

18. Promouvoir l'application complète des objectifs définis à l'occasion de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles et du Programme de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et de préparation du Département d'aide humanitaire et de la Communauté européenne (EC DIPECHO), appliqué en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

19. Apprécier le rôle actif que joue la société civile dans les opérations de secours et de reconstruction en Amérique latine, comme cela a été reconnu dans la déclaration de Stockholm du 28 mai 1999.
20. Approuver la mise en oeuvre envisagée du Plan d'action global Union européenne/Amérique latine en matière de lutte contre la drogue, adopté à Panama, en reconnaissant que la coopération régionale avec les pays des Caraïbes constitue un élément important des actions prioritaires.
21. Saluer les résultats de la quatorzième Conférence interparlementaire Union européenne/Amérique latine (16-18 mars 1999), en particulier le message relatif à l'Institut pour les relations Europe-Amérique latine (IRELA), et examiner les recommandations formulées par les parlementaires des deux régions à cet égard.

Dans le domaine économique

22. Encourager des actions communes en matière de coopération économique internationale. Au sein de l'Organisation mondiale du commerce, nous veillerons à la mise en oeuvre intégrale des résultats des négociations d'Uruguay et nous conviendrons de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, qui soit global et profite à tous.
23. Consolider nos relations économiques et commerciales en tirant parti au mieux des accords commerciaux existants entre nos régions et en travaillant à la mise au point de nouveaux accords.
24. Tenir des consultations à un haut niveau pour échanger des vues et convenir des positions à adopter en matière d'initiatives multilatérales dans des instances appropriées, y compris au sein du système des Nations Unies, afin de mettre en place des mécanismes qui favorisent l'instauration au niveau mondial d'un système économique et financier stable et dynamique permettant de prévenir les crises à l'avenir et de résoudre efficacement et rapidement celles qui surviendraient.
25. Formuler, dans le cadre de nos consultations, des propositions de coopération entre nos deux régions pour renforcer les systèmes financiers nationaux et développer des mécanismes de surveillance et de réglementation afin d'appliquer les meilleures normes et pratiques internationales.
26. Élaborer des programmes spécifiques d'aide économique aux pays relativement moins avancés en mettant en place des programmes de formation, en stimulant les investissements productifs et en créant des conditions adéquates de financement, notamment des mesures, tant au niveau national que mondial, favorisant la résolution des problèmes dus à des niveaux d'endettement excessifs.
27. Inviter les milieux d'affaires d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne à se rencontrer périodiquement au sein d'un Forum des entreprises, afin d'y analyser des questions d'intérêt commun et, le cas échéant, de soumettre des conclusions et des recommandations aux gouvernements. Ce Forum, qui pourrait commencer par promouvoir les réseaux électroniques d'associations d'entreprises entre nos deux régions, pourrait s'inspirer d'initiatives en cours, telles que le Forum des affaires Mercosur/Union européenne et l'AL-Partenariat 99 (rencontres multisectorielles Union européenne-Mexique-Amérique centrale).
28. Promouvoir, dans nos deux régions, un programme de formation des fonctionnaires et des hommes d'affaires pour stimuler la compétitivité dans l'entreprise et en matière de capacité de négociation des entrepreneurs, ainsi que dans la recherche de solutions propices à la bonne marche des affaires.

29. Encourager la conclusion d'accords et de conventions bilatéraux de promotion et de protection réciproques des investissements pour éviter la double imposition et stimuler les initiatives visant à faciliter et à accroître les investissements dans les deux régions.
30. Promouvoir des programmes et des mécanismes de soutien aux petites et moyennes entreprises en matière de financement – notamment pour leur assurer un meilleur accès aux garanties financières et aux capitaux à risque –, de formation des dirigeants, d'accès à la technique et de coopération entre entreprises afin qu'elles soient plus compétitives et qu'elles s'intègrent mieux aux marchés internationaux. En particulier, promouvoir les opérations conjointes pour la création d'entreprises dans les deux régions.
31. Inviter la Banque européenne d'investissement (BEI) à envisager le renforcement et l'expansion de ses activités en Amérique latine et dans les Caraïbes et encourager le cofinancement entre les institutions financières européennes et celles d'Amérique latine et des Caraïbes.
32. En tant que condition importante de l'intensification des échanges et des flux d'investissements, soutenir le développement des capacités nationales pour renforcer et protéger les droits de propriété intellectuelle dans tous les domaines, conformément aux règles établies dans le cadre de l'OMC.
33. Instaurer un dialogue pour étudier les normes et certifications fondées sur les accords actuels, relatifs aux obstacles techniques au commerce. Nous examinerons la possibilité de préparer des négociations en vue de conclure des accords bilatéraux en matière de reconnaissance mutuelle des normes techniques.
34. Instaurer un dialogue pour promouvoir la coopération douanière et l'harmonisation des nomenclatures, en particulier dans le domaine de la formation, de la création de bases de données et de réseaux d'experts, et formuler des propositions en vue d'accords éventuels de coopération bilatérale en la matière.
35. Encourager la coopération et les investissements en faveur du développement du tourisme dans les deux régions. Nous attachons une attention particulière au développement et à la promotion d'un tourisme durable, pour répondre à la nécessité de contribuer à la conservation et à la gestion de la riche diversité biologique de nos régions. La participation active des communautés locales et autochtones, des administrations locales et du secteur privé au développement durable du tourisme constitue un apport pour les économies régionales et locales.
36. Renforcer les programmes de coopération dans le secteur des sources d'énergie de substitution et en matière d'économie d'énergie, en particulier une coopération décentralisée, que ce soit par l'instrument «Partenaires de la communauté européenne en matière d'investissement» (ECIP), le Programme-cadre de coopération industrielle et de promotion des investissements en faveur des pays d'Amérique latine (AL-INVEST) ou le programme Amérique latine-Utilisation rationnelle de l'énergie (ALURE). Nous continuerons également à soutenir les programmes pertinents.
37. Promouvoir des programmes de coopération en ce qui concerne les infrastructures, y compris dans le secteur des transports, et des procédures administratives pour la libéralisation des échanges et l'intensification de la coopération économique.
38. Garantir un cadre juridique de grande qualité pour la protection des consommateurs et le dialogue entre les partenaires sociaux; encourager la mise en oeuvre intégrale des conventions internationales du travail.

Dans les domaines culturel, éducatif, scientifique, technique, social et humain

39. Convenir de mettre en oeuvre des programmes dans les domaines de la santé et de l'éducation afin de lutter contre la marginalisation, l'exclusion sociale et l'extrême pauvreté. Il convient d'accorder une attention particulière à la mise en oeuvre des recommandations du Sommet mondial pour le développement social de 1995 et à la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui se tiendra en juin 2000 en vue du suivi de ce Sommet.

40. Renforcer la coopération dans les domaines de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur et élaborer, dans les deux régions, des programmes d'aide à des politiques d'éducation complémentaires qui contribuent à améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation des enseignants et des ressources humaines, l'accent devant être mis en particulier sur la formation professionnelle et sur l'utilisation des technologies nouvelles appliquées à l'enseignement. Nous soulignons les efforts continus et fructueux qui ont été déployés par toutes les parties au cours des dernières décennies pour encourager la coopération, notamment par la création d'écoles bilingues et biculturelles.

41. Soutenir fermement la coopération entre les deux régions dans le domaine universitaire afin de proposer davantage de bourses aux étudiants et aux chercheurs de tous niveaux et d'élargir les possibilités d'études de troisième cycle dans les domaines de la science et de la technologie, de l'ingénierie et du commerce, d'accroître la mobilité des universitaires et des étudiants et de simplifier les processus d'agrément des programmes et de reconnaissance des diplômes. Notre expérience en matière de coopération dans le domaine universitaire est déjà remarquable – notamment avec le programme «Amérique latine-Formation universitaire» (ALFA). Les deux régions ont octroyé d'innombrables bourses à des étudiants et à des chercheurs de tous les niveaux. Ces projets seront prorogés à l'avenir.

42. Promouvoir la coopération pour mieux utiliser les possibilités offertes par les technologies et les instruments nouveaux, tels que l'enseignement à distance, en vue de les intégrer dans les systèmes nationaux d'enseignement, en particulier en faveur des personnes et des groupes sociaux qui n'ont pas accès à ces dernières.

43. Une attention particulière sera accordée à la promotion des droits des minorités et à la mise en oeuvre de programmes de formation qui valorisent les identités culturelles et linguistiques. Nous convenons de promouvoir la coopération visant à accroître les possibilités des populations autochtones de participer à la planification et à l'application de programmes de développement social et économique.

44. Incorporer dans les programmes d'enseignement un contenu qui favorise la diffusion de notre patrimoine culturel, tangible et intangible, en définissant des projets de coopération entre les deux régions et en tenant compte des ressources culturelles qui existent de part et d'autre de l'Atlantique.

45. À cet égard, en vue de donner de la visibilité et un nouvel élan au dialogue culturel entre nos régions, nous examinerons les modalités d'organisation d'un forum culturel entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

46. Mettre en oeuvre des programmes pour promouvoir les identités culturelles et linguistiques, en sensibilisant la population à leur importance et à la nécessité de les préserver. Nous encouragerons, en particulier, la recherche dans les domaines de l'anthropologie et de la culture, l'échange d'experts et la transmission des techniques de conservation.

47. Convenir également de continuer à fournir un soutien approprié à des instruments communautaires, tels que «Urbs América Latina» (URBAL) (Programme urbain pour l'Amérique latine).
48. Promouvoir le lancement d'une initiative conjointe dans le domaine de la «société de l'information», qui portera sur certaines questions prioritaires (par exemple, le commerce électronique, les technologies industrielles et les télécommunications, l'environnement, la santé, les services sociaux et l'enseignement). Encourager une plus grande coopération dans le domaine de l'audiovisuel, du cinéma et du multimédia, ainsi que l'organisation et le classement des archives et des publications.
49. Soutenir les travaux menés par le groupe de travail Union européenne-Amérique latine sur la coopération scientifique et technologique et les accords résultant des quatrième et cinquième conférences birégionales qui se sont tenues respectivement en juin et en octobre 1998 à Madrid et au Guatemala. À cet égard, nous établirons un groupe de travail au sein duquel dialogueront des représentants des deux régions et qui donnera des orientations quant au meilleur moyen de tirer parti, dans le cadre de la future coopération scientifique et technique entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, des possibilités offertes dans le cinquième programme-cadre pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration, particulièrement grâce à des accords de coopération, compte tenu des spécificités et des capacités des pays concernés, ainsi que de l'importance stratégique de ce secteur dans le nouveau partenariat établi entre nos deux régions.
50. Promouvoir et faciliter les initiatives de coopération et d'échange dans les domaines scientifiques et techniques. Il convient d'attacher une importance particulière aux liens entre les processus de production et la recherche scientifique et technique, notamment les aspects écologiques qui ont un effet positif sur le développement durable de nos deux régions et sur leur environnement.
51. Continuer à accorder la priorité aux centres d'excellence, par le biais de réseaux transrégionaux comprenant des institutions à caractère universitaire, scientifique et technique. Dans ce cadre, nous nous engageons à favoriser les échanges de connaissances, la coopération sur des initiatives conjointes et la mobilité des étudiants et des chercheurs entre des institutions équivalentes des différentes régions. Nous soulignons aussi l'importance de la coopération interuniversitaire dans les domaines humain, social et scientifique et, notamment, la nécessité de disposer d'un centre de coordination pour les recherches et la formation communes de personnel hautement qualifié, en particulier pour les questions liées aux processus de développement et d'intégration.
52. Encourager les instituts et les institutions européens d'intégration (Bruges, Florence, Maastricht), et le réseau des institutions universitaires de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et des États membres de l'Union européenne, à soutenir les activités liées à la recherche, aux études de troisième cycle et à la formation en matière de processus d'intégration.
53. Renforcer les politiques d'intégration régionale et le développement des marchés intérieurs en tant que facteurs fondamentaux de croissance et de stabilité. À cette fin, nous soutiendrons l'adoption de politiques communes et d'approches sectorielles coordonnées en vue de tirer le meilleur parti possible des politiques existantes et futures de libéralisation des échanges. Une attention particulière sera accordée à la lutte contre la constitution de cartels et à la création de cadres juridiques et fiscaux adéquats.
54. Continuer à soutenir les objectifs et les activités des institutions régionales, telles que le Centre de formation pour l'intégration régionale (CEFIR), à Montevideo, destinées

à former des professionnels des secteurs public et privé et les générations futures, à renforcer les compétences spécialisées dans des domaines tels que l'analyse, la formation et la gestion des processus d'intégration.

55. Pour veiller à ce que les ressources financières disponibles soient utilisées le plus efficacement possible et tirer le meilleur parti des complémentarités et des synergies existantes, reconnaître l'importance particulière du principe de subsidiarité et la nécessité de renforcer la coopération entre toutes les parties.

Introduction

Le premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne, auquel a également pris part le Président de la Commission européenne, s'est déroulé à Rio de Janeiro (Brésil), les 28 et 29 juin 1999, sous la présidence conjointe du Président de la République fédérative du Brésil, du Président des États-Unis mexicains et du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne en sa qualité de président du Conseil de l'Union européenne. Sur la base de ce premier sommet et de la mise en oeuvre de ses décisions, un deuxième sommet pourrait être organisé en temps voulu.

La décision de tenir ce sommet historique traduit la volonté politique de renforcer des relations entre les deux régions, déjà excellentes, qui reposent sur une identité de valeurs héritées d'une histoire commune. L'objectif de ce sommet est de renforcer les liens qui résultent de la perception politique, économique et culturelle que partagent les deux régions afin d'établir un partenariat stratégique.

La réunion des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue la veille du sommet a également permis de renforcer cette fructueuse coopération par sa contribution importante au dialogue entre les deux régions.

Souhaitant progresser sur cette voie, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé de mettre en oeuvre les engagements figurant dans la présente déclaration, dans le cadre des «Actions prioritaires». Cet objectif sera atteint dans le cadre des forums bien établis de dialogue politique et de coopération, ainsi que par un regain d'initiatives dans les deux régions.

À l'issue des délibérations menées lors du Sommet, les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne ont décidé d'adopter le texte qui suit :

Déclaration de Rio de Janeiro

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes, avons décidé de promouvoir et d'approfondir nos relations en vue d'établir un partenariat stratégique entre nos deux régions, fondé sur le patrimoine culturel profondément ancré qui nous unit et sur la richesse et la diversité de nos expressions culturelles respectives, sources d'identités fortes et multiples, ainsi que sur la volonté de créer un environnement international qui nous permettra d'accroître le niveau de bien-être de nos sociétés et de respecter le principe du développement durable, en tirant profit des perspectives offertes par la mondialisation croissante, dans un esprit d'égalité, de respect, d'alliance et de coopération entre nos deux régions.

2. Le partenariat stratégique rassemble deux acteurs importants de la scène internationale. Grâce aux importants progrès accomplis aux plans politique, économique et social au cours de ces dernières années, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est appelée, au XXI^e siècle, à être l'une des plus florissantes. C'est pourquoi la région est déterminée à persévérer pour faire progresser la démocratie et l'égalité sociale, à poursuivre ses efforts de modernisation et de libéralisation des échanges et à mener à bien des réformes structurelles de grande envergure. L'Union européenne, pour sa part, a progressé vers une intégration historique qui a de multiples prolongements au niveau mondial sur les questions politiques, économiques, sociales, financières et commerciales, et qui contribue à l'amélioration constante du niveau de vie des sociétés européennes.

3. Le partenariat stratégique se fonde sur le respect total du droit international ainsi que des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies : les principes de non-intervention, du respect de la souveraineté des États, de l'égalité entre les États et d'autodétermination constituent les fondements des relations entre nos régions.
4. Ce partenariat contribuera à la promotion des objectifs communs sur lesquels il repose, tels que le renforcement de la démocratie représentative et participative et des libertés individuelles, l'état de droit, la bonne gestion des affaires publiques, le pluralisme, la paix et la sécurité internationales, la stabilité politique et l'instauration d'un climat de confiance entre les nations.
5. Nous mettons l'accent sur l'universalité de tous les droits de l'homme, sur la nécessité d'inverser la tendance à la dégradation de l'environnement et de promouvoir un développement durable par la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, sur la coopération visant à assurer la sauvegarde, la conservation, la diffusion et le rayonnement du patrimoine culturel, sur une intégration efficace des connaissances scientifiques et des progrès techniques dans les systèmes éducatifs, à tous les niveaux, et sur la lutte contre la pauvreté, les inégalités sociales et les inégalités entre les sexes.
6. Nous saluons les progrès des processus d'intégration en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les domaines politique et économique, selon le principe d'un régionalisme ouvert.
7. Nous entendons donner un nouvel élan à ce processus et accorder une attention égale aux trois dimensions stratégiques suivantes : un dialogue politique fructueux, dans le respect du droit international; des relations économiques et financières solides fondées sur une libéralisation étendue et équilibrée des échanges et des flux de capitaux; et une coopération plus dynamique et créative dans les domaines éducatif, culturel, scientifique, technique, humain et social.
8. La mise en oeuvre des actions prioritaires adoptées lors du sommet sera encouragée dans le cadre des discussions en cours au niveau ministériel entre l'Union européenne et les pays et groupes d'Amérique latine, d'une part, et entre l'Union européenne et les pays des Caraïbes, d'autre part, dans le cadre de la Convention de Lomé. Ces discussions se poursuivront sous leur forme et selon leur fréquence actuelles. Des réunions ministérielles seront également tenues pour aborder certains thèmes présentant un intérêt commun, tels que l'éducation, la recherche ou la science.
9. Par ailleurs, nous décidons d'instituer un groupe birégional au niveau des hauts fonctionnaires. Ce groupe se réunira régulièrement, suivra et encouragera la réalisation des actions prioritaires, d'un point de vue politique, afin de contribuer, sur la base des mécanismes existants, à un dialogue mondial qui renforcera le partenariat stratégique entre les deux régions dans ses dimensions politique, économique, sociale, environnementale, éducative, culturelle, technique et scientifique.

Dans ce contexte, nous prenons les engagements ci-après :

Dans le domaine politique

10. Renforcer les dialogues institutionnels existant entre nos deux régions et favoriser la communication directe entre les gouvernements sur les questions d'intégration régionale, en particulier dans sa dimension politique, ainsi qu'une coopération internationale fondée sur un échange d'expériences et d'informations.
11. Protéger la démocratie et le fonctionnement intégral et sans entrave des institutions démocratiques, le pluralisme et l'état de droit, en garantissant la tenue d'élections libres,

régulières et pluralistes au suffrage universel, qui sont des éléments essentiels pour le développement économique et social et le renforcement de la paix et de la stabilité.

12. Promouvoir et protéger l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment le droit au développement, en tenant compte de leur caractère universel, interdépendant et indivisible, reconnaissant que la promotion et la protection de ces droits et libertés incombent aux États et à tous les citoyens. Nous soulignons que la communauté internationale a un intérêt légitime à l'accomplissement de cette tâche, au titre de la Charte des Nations Unies, l'accent étant mis sur la mise en oeuvre d'instruments et de normes régionaux et universels relatifs au droits de l'homme.

13. Renforcer l'éducation pour la paix et rejeter toutes les formes d'intolérance, y compris la xénophobie et le racisme, de manière à favoriser la sécurité régionale et internationale et le développement national, ainsi que promouvoir et protéger les droits des groupes les plus vulnérables au sein de la société, en particulier les enfants, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes déplacées et les travailleurs migrants et leurs familles.

14. Défendre les principes d'un pouvoir judiciaire indépendant et impartial, pour promouvoir, appliquer et faire respecter le droit international et le droit international humanitaire. Reconnaître qu'il est important d'élaborer progressivement des normes relatives à la responsabilité pénale des auteurs de certains délits ayant des répercussions internationales. Ainsi, nous prenons acte avec intérêt de l'adoption récente du statut constitutif de la Cour pénale internationale.

15. Réaffirmer l'entière égalité des sexes, qui est un élément essentiel, inaliénable et indissociable des droits de l'homme et des libertés fondamentales; nous nous engageons par conséquent à intégrer la dimension de l'égalité entre les sexes dans les politiques menées par nos gouvernements.

16. Promouvoir et protéger les droits des populations autochtones, y compris leur droit à participer au développement sur un pied d'égalité et à bénéficier des possibilités et avantages qui en découlent de développement politique, économique et social, dans le plein respect de leur identité, de leur culture et de leurs traditions.

17. Intensifier nos efforts pour satisfaire les besoins des générations actuelles et futures par l'adoption et la mise en oeuvre de stratégies de développement durable, visant à concilier croissance économique, protection de l'environnement et progrès social.

18. Donner la priorité à la lutte contre la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion sociale, dans le cadre de la promotion d'un développement durable, changer les modes de production et de consommation, encourager la conservation de la biodiversité et de l'écosystème mondial, et l'utilisation durable des ressources naturelles, et prévenir et enrayer la dégradation de l'environnement, notamment en luttant contre la concentration industrielle excessive et des modèles de consommation inappropriés, la destruction des forêts et l'érosion des sols, ainsi que contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et l'accroissement de l'effet de serre, qui menacent le climat de la planète.

19. Les efforts nationaux et régionaux consentis dans ces domaines, combinés à la coopération internationale, favoriseront le droit des individus à une meilleure qualité de vie et permettront à l'ensemble de la population de participer aux processus de développement économique et social.

20. Reconnaître que, dans la plupart des pays, les ressources internes sont insuffisantes pour mettre en oeuvre l'ensemble des actions prévues au niveau international en faveur d'un développement durable. À ce titre, nous soulignons la nécessité d'assurer des niveaux adéquats d'investissement et de transfert de technologies.

21. Souligner l'importance de la contribution de nouveaux acteurs, partenaires et moyens issus de la société civile dans le but de consolider la démocratie, de favoriser le développement économique et social et de renforcer le respect des droits de l'homme. Lorsqu'elle engage des ressources publiques, la coopération internationale exige un dialogue auquel doivent participer tant les gouvernements que la société civile. Les partenaires de la coopération pour le développement devront respecter les lois des pays concernés ainsi que les principes de transparence et de responsabilité. Nous encouragerons les échanges et la coopération entre les acteurs de la société civile entre les pays d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Union européenne.
22. Faire face ensemble aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales et intensifier les efforts pour poursuivre le processus de désarmement sous une surveillance internationale stricte et effective, en mettant l'accent sur l'élimination des armes de destruction massive, notamment des armes nucléaires, chimiques et biologiques. Dans le cadre du programme d'action pour le désarmement, nous estimons que, après l'entrée en vigueur de la convention sur l'interdiction des armes chimiques, l'un des principaux objectifs sera la conclusion et l'adoption du protocole à la convention sur l'interdiction des armes biologiques relatif à la vérification, ce qui devrait conduire à la disparition de ce type d'armes de destruction massive.
23. Attacher une importance particulière à ce que toutes les nations adhèrent au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à ce que soit menée une lutte contre l'accumulation excessive et déstabilisatrice d'armes légères et de petit calibre et contre leur diffusion incontrôlée. Nous invitons aussi tous les États à conjuguer leurs efforts pour parvenir à l'élimination totale des mines antipersonnel.
24. Faire face au problème mondial de la drogue sur la base d'un partage de la responsabilité et d'une approche globale et équilibrée à l'échelle mondiale, en totale conformité avec les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies et avec le droit international. Le plan global d'action en matière de drogue adopté à Panama se fonde sur ces principes et confèrera une dimension nouvelle à la coopération dans ce domaine. Le mécanisme de coopération et de coordination entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes devrait servir à développer cette coopération.
25. Nous manifestons également notre volonté d'appliquer et d'assurer le suivi des accords conclus lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la lutte contre le problème mondial de la drogue.
26. Conjuguer nos efforts pour lutter contre toutes les formes de la criminalité transnationale organisée et contre les activités qui y sont liées, telles que le blanchiment d'argent, la traite des femmes, des enfants et des migrants, la fabrication et le commerce illicites d'armes à feu, de munitions et d'autres matériaux connexes.
27. Renforcer les actions individuelles et conjointes contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans tous ses aspects, car il met en péril la paix, l'état de droit et la démocratie.
28. Renforcer les actions individuelles et conjointes et accroître la collaboration entre nos gouvernements pour lutter contre la corruption sous toutes ses formes, en prenant en considération les instruments importants récemment adoptés dans les deux régions, car ce grave problème porte atteinte à la légitimité et au fonctionnement des institutions et représente une menace pour la démocratie, la société, l'État de droit et le développement.
29. Conjuguer nos efforts pour renforcer le dialogue, la coopération internationale et l'échange de connaissances en matière de prévention des catastrophes naturelles, en nous appuyant sur l'expérience acquise lors de la Décennie internationale de la prévention des

catastrophes naturelles. De plus, les initiatives dans ce domaine devront prendre en considération les liens qui existent entre la rapidité de l'aide d'urgence, la réhabilitation et la reconstruction, et satisfaire aux exigences d'un développement durable à long terme.

30. Dans ce contexte, reconnaître les efforts entrepris par les gouvernements et les populations d'Amérique centrale pour la reconstruction et la transformation de leurs pays après la tragédie du cyclone «Mitch». Nous attachons également une grande importance à la coopération internationale dans les opérations de secours et de reconstruction en Amérique centrale, particulièrement aux contributions des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et au succès de la mise en oeuvre du plan de l'Union européenne pour la reconstruction de l'Amérique centrale ainsi qu'aux efforts des États membres de l'Union européenne, dont l'apport s'élève au total à plus d'un milliard d'euros.

31. Renforcer les institutions multilatérales, notamment en tant qu'instances de règlement des différends au plan international et de promotion du développement. À cet égard, nous soutenons conjointement l'intensification des relations multilatérales, notamment pour faire progresser la réforme du système des Nations Unies, en visant à instaurer un nouvel équilibre entre ses principaux organes, de manière à les rendre plus efficaces.

Dans le domaine économique

32. Renforcer la coopération économique internationale, encourager une libéralisation des échanges générale et mutuellement profitable, ce qui permettra d'accroître la prospérité et de lutter contre les conséquences déstabilisatrices de la volatilité des flux financiers. À cet égard, il convient de tenir compte des asymétries dans les niveaux de développement.

33. Réaffirmer que nous sommes convaincus que l'intégration régionale contribue pour une part importante à la croissance, à la libéralisation des échanges, au développement économique et social, à la stabilité de la démocratie et à une participation plus équilibrée au processus de mondialisation. Nous soulignons en particulier notre volonté de renforcer le système commercial multilatéral, sur la base d'un régionalisme ouvert, et d'intensifier les relations économiques entre nos régions.

34. Nous reconnaissons qu'il est de notre responsabilité à tous de contribuer de manière efficace à l'obtention de résultats dans tous ces domaines.

Dans le cadre de notre nouveau partenariat interrégional, nous décidons en particulier ce qui suit :

35. Conjuguer nos efforts pour garantir l'entrée en vigueur complète et en temps utile des engagements pris dans le cadre des négociations d'Uruguay, ainsi que leur application effective.

36. Mettre l'accent sur le rôle primordial de l'OMC, qui est la principale instance chargée de promouvoir la libéralisation des échanges et l'adoption de règles et de lignes directrices fondamentales concernant le système commercial international.

37. Proposer d'un commun accord, lors de la prochaine réunion ministérielle de l'OMC, de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales globales n'excluant aucun domaine, visant à réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce des biens et des services.

38. Réitérer notre ferme rejet de toutes mesures présentant un caractère unilatéral et un effet extraterritorial, contraires au droit international et aux règles de libre-échange

communément admises. Nous convenons que ce type de pratiques représente une sérieuse menace pour le multilatéralisme.

39. Promouvoir la poursuite du développement et de la diversification des échanges, en tenant compte des négociations multilatérales et bilatérales en cours et à venir sur la libéralisation des échanges, telles que celles qu'a engagées l'Union européenne avec le Mexique, le Marché commun du Sud (Mercosur) et le Chili, ainsi que de l'évolution qui se produira dans nos régions.

40. Encourager le dialogue sur les flux financiers et les investissements productifs entre l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Union européenne et faciliter l'instauration d'un climat qui leur soit favorable, en particulier en favorisant les entreprises communes, par le biais de la Banque européenne d'investissement (BEI), ainsi que d'autres instruments de coopération, tels que les accords bilatéraux de promotion et de protection réciproque des investissements.

41. Accorder une attention et un soutien particuliers aux pays de moindre envergure économique, notamment par le biais d'incitations aux investissements productifs. Il convient d'examiner et de mettre en oeuvre des conditions et des mesures de financement favorables afin de faire bénéficier les pays pauvres fortement endettés d'un traitement équitable et adapté dans les différentes instances compétentes. À cet égard, nous nous réjouissons de l'accord des chefs d'État et de gouvernement du G-7 relatif à un nouveau train de mesures destiné à alléger la dette des pays pauvres les plus lourdement endettés.

42. Promouvoir des contacts plus étroits entre les agents économiques et encourager l'élargissement du dialogue entre les représentants du monde des affaires et des instances sectorielles des deux parties; il s'agit là d'éléments importants pour les relations entre nos régions, et en particulier pour un développement économique et social soutenu.

43. Promouvoir la coopération scientifique et technologique afin de renforcer les capacités nationales dans ces domaines et contribuer aux efforts visant à trouver des réponses aux problèmes mondiaux; encourager les partenariats au niveau des investissements et des affaires qui supposent des transferts de technologies et de savoir-faire.

44. Soutenir le renforcement et l'application effective des droits de propriété intellectuelle dans tous les domaines, condition importante d'une amélioration des flux commerciaux et des investissements.

45. Promouvoir, dans le contexte de la mondialisation et des progrès de la société de l'information, le commerce des services et soutenir de nouvelles formes de coopération dans ce domaine; il s'agit là de facteurs importants pour l'instauration de liens économiques plus étroits entre nos deux régions.

46. Encourager les transferts de technologies afin d'améliorer, dans les liens économiques entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les processus et normes concernant la production de biens, le commerce extérieur, les infrastructures portuaires, les télécommunications et les transports.

47. Promouvoir un climat propice aux petites et moyennes entreprises, qui jouent un rôle important dans la mise en place d'économies de marché stables, en vue de stimuler les échanges économiques et de mettre en place des entreprises communes entre les deux régions.

48. Souligner le rôle déterminant que jouent des infrastructures solides, notamment dans le secteur des transports, et des procédures administratives efficaces pour la libéralisation des échanges et l'intensification de la coopération économique.

49. Renforcer notre partenariat dans la coopération au développement, qui offre d'importantes perspectives pour mettre en pratique des valeurs et des idéaux communs, au profit de tous.
50. Participer activement, compte tenu de l'ampleur et de la récurrence des crises financières et de la gravité de leurs conséquences aux niveaux national et international, à la conception d'un nouveau système financier international, afin de permettre à nos deux régions de tirer pleinement profit de l'intégration des marchés des capitaux et de réduire les risques liés à l'instabilité de ces marchés.
51. Poursuivre le renforcement des systèmes financiers de nos pays et créer des mécanismes de réglementation et de contrôle, afin de mettre en oeuvre les meilleures normes et pratiques internationales. Cela contribuera à la mise en place d'un système économique et financier international stable et dynamique. Un tel système permettra de prévenir les crises futures ou, au cas où une crise se produirait, de la repérer à un stade précoce et de la résoudre avec rapidité et efficacité pour éviter qu'elle ne s'étende.
52. Reconnaître que l'adoption de l'euro contribue, à n'en pas douter, à resserrer les liens économiques et financiers entre nos deux régions, ainsi qu'à consolider le système monétaire et financier international, et à lui assurer stabilité et dynamisme.
53. Encourager la participation active de nos gouvernements aux consultations qui se déroulent aux Nations Unies sur les tendances actuelles des flux financiers mondiaux. Conjuguer nos efforts pour réformer le système financier international et pour définir et mettre en oeuvre un plan d'action pour la stabilité financière internationale, qui comprend la surveillance du système financier mondial en vue de prévenir les crises.

Dans les domaines culturel, éducatif, scientifique, technologique, social et humain

54. Réaffirmer l'engagement que nous avons pris d'établir un partenariat solide entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans les domaines éducatif, culturel et humain, basé sur une communauté de valeurs et sur la reconnaissance de l'importance que revêt l'éducation pour parvenir à l'égalité sociale et assurer le progrès scientifique et technologique. Nous nous engageons également à mener nos relations conformément aux principes de l'égalité et du respect de la pluralité et de la diversité, sans distinction fondée sur la race, la religion ou le sexe, car ces principes constituent le moyen idéal de créer une société ouverte et tolérante, où chacun a sa place et dans laquelle le droit de l'individu à la liberté et au respect est indissociable d'un accès équitable pour tous à l'activité productive, à la santé, à l'éducation et à la protection civile.
55. Considérer que le meilleur investissement consiste à développer les ressources humaines, ce qui constitue à la fois un engagement en faveur de la justice sociale et une condition nécessaire à la croissance économique à long terme.
56. Prévoir davantage de moyens pour satisfaire les besoins sociaux légitimes et urgents et pour améliorer l'étendue et la qualité de nos programmes sociaux.
57. Prévoir un échange d'expériences entre nos deux régions sur les différentes politiques sociales que nous mettons en oeuvre, de manière à renforcer la coopération dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la santé, la nutrition, l'éducation et l'emploi.
58. Souligner également combien il importe de créer dans nos pays des emplois en nombre suffisant, qui soient correctement rémunérés et productifs. À cette fin, l'éducation et la formation professionnelle des travailleurs de tous âges sont essentielles.

Nous sommes convenus en particulier de ce qui suit :

59. Promouvoir la sauvegarde, la conservation et l'acquisition d'une meilleure connaissance de nos riches patrimoines culturels et de notre diversité, qui sont des éléments essentiels de l'intégration entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Union européenne, permettant d'instaurer des relations plus étroites et plus durables entre nos peuples et de promouvoir la créativité culturelle, moteurs d'un dialogue en faveur de la paix et de la tolérance.
60. Encourager, dans les deux régions et dans les instances multilatérales, des actions visant à promouvoir la diversité culturelle et le pluralisme dans le monde.
61. Encourager les échanges interrégionaux entre les acteurs de l'enseignement et de la culture car c'est le moyen le plus performant et le plus efficace de favoriser la compréhension mutuelle, l'apprentissage et la production culturelle. En stimulant des contacts étroits entre les artistes et les organisations dans tous les secteurs de la culture, on encouragera le respect pour la diversité culturelle et linguistique, tout en garantissant la dignité humaine et le développement social.
62. Encourager l'extension de la coopération et des échanges entre les industries culturelles, ainsi que dans le secteur de l'audiovisuel, qui sont des piliers essentiels de la coopération culturelle et économique, répondant ainsi à l'intérêt croissant manifesté pour des productions de grande qualité.
63. Considérer le renforcement de la coopération dans le domaine de l'éducation comme un défi majeur et mettre l'accent sur l'enseignement de base, la formation professionnelle et la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur, notamment les universités, ainsi que sur l'enseignement à distance, compte tenu des besoins spécifiques de nos sociétés. Dans ce contexte, nous rappelons les succès obtenus grâce aux programmes de coopération qui existent déjà.
64. Promouvoir l'accès pour tous à l'éducation et à la formation professionnelle, qui sont des éléments déterminants pour réduire les inégalités sociales, lutter contre la pauvreté et parvenir à de meilleurs niveaux d'emploi et de salaires; fournir une éducation de base complète à tous les enfants d'âge scolaire et garantir le droit des peuples à conserver leur identité culturelle et linguistique; nous insistons sur le droit à l'éducation, sur la base de la responsabilité spécifique de chaque pays de fournir une éducation adéquate à tous ses citoyens.
65. Promouvoir la recherche scientifique et le développement technique, qui sont des éléments fondamentaux de nos relations et constituent une condition essentielle à la bonne intégration des pays dans le processus de mondialisation pour laquelle il est nécessaire de disposer de connaissances scientifiques, de maîtriser ces connaissances et de s'adapter constamment à l'évolution de la technologie.
66. Encourager l'innovation et le transfert de technologies afin d'approfondir les liens économiques et techniques entre nos deux régions dans les domaines de la production de biens et de services, du commerce extérieur, des infrastructures, des télécommunications et des transports, entre autres.
67. Se féliciter des différentes manifestations organisées avant et pendant le sommet avec la participation de divers secteurs de la société civile.
68. Les engagements solennels souscrits ici guident notre dialogue et notre coopération dans les instances interrégionales et internationales. Parallèlement, ils contribuent au succès de l'établissement de notre partenariat stratégique.

69. Les participants ont exprimé leur profonde gratitude au peuple et au Gouvernement du Brésil pour la courtoisie et le soutien dont ils ont bénéficié pour pouvoir mener à bien les travaux du sommet.
